

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soir_corruption@hotmail.com

POURQUOI LA CORRUPTION RÉAPPARAÎT-ELLE SOUS DES FORMES
DE PLUS EN PLUS NOMBREUSES ?

Le mythe de la «bonne gouvernance» réservée aux pays développés

La réponse se trouve sans doute dans au moins deux phénomènes. Le premier est l'affaiblissement des valeurs sociales, la morale personnelle de beaucoup de gens plaçant l'amélioration de leur situation matérielle au-dessus de l'intérêt général et de leur devoir envers la société. Le second est le manque de transparence et de responsabilité au sein du gouvernement.

En Algérie, comme dans nombre de pays, le sentiment général est que le service public est détourné de sa finalité et que la corruption prévaut dans les relations entre une grande partie du secteur public et ses partenaires commerciaux privés. Les gens ont l'impression — apparemment partagée par les intéressés — que les fonctionnaires sont là pour se servir et servir les ambitions politiques des responsables à un plus haut niveau, dans l'espoir d'en tirer à leur tour profit pour leur carrière.

Leur responsabilité devant le peuple est purement formelle et ne se manifeste que lors d'interventions devant le Parlement ou dans leurs discours dans les conférences internationales ou

aux Nation unies. Cette présentation est peut-être injuste pour beaucoup d'entre eux, mais c'est un sentiment largement répandu. Les tenants du statu quo recourent parfois à l'argument selon lequel la «bonne gouvernance» serait un bâton fabriqué dans les pays industrialisés pour «battre» les pays en développement et les pays en transition.

Ce raisonnement suppose que la «bonne gouvernance» est un concept du XX^e siècle, mis au point par les pays industrialisés pour servir leurs propres besoins. Même une lecture en diagonale de l'histoire suffit pour s'apercevoir que cela est loin de la vérité. Tout au long des siècles, il y a eu des dirigeants éclairés qui ont cherché à instaurer et à maintenir

des systèmes de gouvernement justes et honnêtes.

Ceux-ci n'étaient pas confinés à l'Europe, mais répandus dans toutes les régions du globe. La dynastie chinoise des Chin (il y a plus de 2 200 ans), le second calife des musulmans Omar 1^{er} (634-644) et le roi Charles XII de Suède (en 1713) ne sont que trois exemples de ces tentatives effectuées dans différentes cultures tout au long de l'histoire.

Le mythe de la culture ou les horreurs du colonialisme

L'un des arguments avancés pour justifier la corruption est le «relativisme culturel». La corruption est souvent présentée dans les pays développés comme un fait culturel de beaucoup de pays en développement. Le fait que les gens tolèrent dans tel ou tel pays la demande d'une petite rémunération en échange de la fourniture de services administratifs (délivrance de permis, de licences, etc.) ne signifie pas nécessairement qu'ils l'approuvent. Il se peut simplement qu'ils la considèrent comme le moyen le plus efficace pour obtenir ce qu'ils veulent ou ce dont ils ont besoin.

Ce sentiment pouvant être progressivement ébranlé par la hausse des prix... ou anéanti plus

brutalement lorsque les consommateurs en viennent à penser que la pénurie justifiant cette pratique est d'origine artificielle ou que d'autres solutions sont possibles. Pourtant, pourrait-on objecter, pourquoi la plupart des pays développés ou en développement ont-ils des lois de lutte contre la corruption si cette pratique fait effectivement «partie de leur culture» ? Le politologue Michael Johnston fait remarquer qu'«un examen complet des implications de la corruption dans un système donné doit être réalisé dans le contexte des facteurs spécifiques à ce système.

L'existence de dissensions ethniques entre les élites, l'influence des normes de parenté sur l'écart de perception des pratiques de copinage par les citoyens et les responsables d'une part et la loi d'autre part, ou l'exclusion de certains intérêts économiques des processus de prise de décisions, par exemple, peuvent tous être des éléments déterminants du scénario de corruption dans des contextes spécifiques». Dans certains cas, la corruption peut être la conséquence de pratiques introduites dans une culture par une puissance étrangère. L'Indonésie est soumise à une corruption massive.

Toutefois, certains auteurs affirment que ce phénomène n'est pas imputable aux Indonésiens eux-mêmes, mais à la «Compagnie hollandaise des Indes orientales». Ses hommes étaient en effet sous-payés et exposés à toutes les tentations offertes par la combinaison d'une organisation indigène faible, de perspectives commerciales extraordinaires et d'une absence presque totale de contrôle par leur pays d'origine ou par Java... Les responsables s'enrichissaient en volant la compagnie. Autre exemple : bien que la Thaïlande soit le seul pays de l'Asean à ne pas avoir été colonisé, elle n'est pas épargnée par la corruption. Néanmoins, l'absence de domination coloniale ne garantit pas l'immunité face au mal de la corruption. En effet, dans le cas de la Thaïlande, la corruption est une maladie endémique que l'on peut faire remonter aux exactions des fonctionnaires de la bureaucratie du seizième siècle.

Que, dans le passé, le colonialisme ait contribué ou non au développement de la corruption, il semble néanmoins y avoir un lien très fort dans ce domaine entre un certain nombre d'ex-colonies et leurs anciens «maîtres» coloniaux d'Europe.

Djilali Hadjadj

DE VIENNE À ALGER, EN PASSANT PAR PARIS

Les milliards de Kadhafi embarrassent l'Autriche et la France

Sous les dorures de l'ex-capitale des Habsbourg (Autriche), on suit de très près la guerre des nerfs entre Tripoli et Paris. En juillet dernier, le quotidien *El-Khabar* interrogeait Seïf al-Islam, l'un des fils de Kadhafi, sur les motifs de rétention par le régime des documents censés prouver le financement en 2007 par la Libye de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy, l'actuel président français. Seïf al-Islam réaffirmait qu'il utiliserait cette arme «au moment opportun».

Il y a quelques années, entre le président français Nicolas Sarkozy et la Libye, c'était le grand amour et, avec d'autres, quelques Autrichiens de premier plan ont joué les entremetteurs. Intermédiaires rodés, ils auraient leur lot de soucis si des documents atterrisaient entre de mauvaises mains et venaient en partie éclairer d'un jour nouveau la bonne tenue des échanges commerciaux autrichiens en période de crise. En ce moment, ils monnaient leur tranquillité et placent leurs pions avec prudence.

Par exemple, ils laissent filtrer la liste select des invités d'un anniversaire de Seïf al-Islam en 2009, fête de façon berlusconienne (du nom de l'actuel Premier italien) dans un coin perdu d'Europe avec une poignée d'intimes. Sur la petite feuille volante figure les noms

de trois des milliardaires les plus influents de la planète.

Plusieurs comptes au Liechtenstein, aux îles Caïman et à Monaco

Troublants également, leurs connaissances sur la présence à Monaco d'un gros bonnet libyen, présenté comme un intime de la famille régnante monégasque, et qui ne figure sur aucune liste de «sanctionnés». Selon les Autrichiens, la famille Kadhafi avait encore, début 2011, plusieurs comptes au Liechtenstein, aux îles Caïman et à Monaco. De quoi faire oublier, pour un temps, l'incapacité de la justice autrichienne à faire toute la lumière sur la cagnotte personnelle du leader défunt d'extrême droite Jörg Haider, cachée à Vaduz en Autriche dès 1996. Un trésor de 45 millions d'euros dont Kadhafi aurait été un généreux pourvoyeur. De quoi également passer sous silence les milliards injectés par les Kadhafi dans l'économie autrichienne jusqu'en février dernier. Au début de ce que l'on appelle le «soulèvement» libyen, plusieurs membres de la famille Khadafi, dont sa femme Safia et sa fille Aïcha, ont fait le déplacement à Vienne pour régler quelques affaires. Une virée qualifiée de «privée». Elles sont en Algérie depuis quelques jours.

LSC

OUVERTURE AUJOURD'HUI DU PROCÈS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT FRANÇAIS QUI SE FAIT PORTER MALADE L'association Anticor demande que Chirac compare

L'ancien président français Jacques Chirac, 78 ans, n'ira sûrement pas à son procès qui s'ouvre aujourd'hui, lundi 5 septembre, à Paris pour une affaire d'emplois fictifs : très affaibli, il a demandé à être représenté par ses avocats, dossier médical à l'appui. Selon ce rapport, M. Chirac est dans un état de vulnérabilité qui ne lui permet pas de répondre aux questions sur son passé.

L'ancien président français dit toutefois vouloir que le procès, déjà reporté en mars dernier, se déroule malgré tout, selon un communiqué de ses avocats, auxquels il a demandé de le «représenter» aux audiences prévues du 5 au 23 septembre au tribunal correctionnel de Paris. Fin août, un de ses

avocats avait pourtant affirmé que Jacques Chirac se rendrait à son procès et assisterait aux audiences si le tribunal le souhaite.

L'association française anti-corruption Anticor, partie civile au procès des emplois présumés fictifs de la ville de Paris, a aussitôt réagi en adressant avant-hier une demande au tribunal pour que Chirac compare bien à son procès. «Encore une fois, on utilise des manœuvres de dernière minute, l'objectif étant bien évidemment que Jacques Chirac ne compare pas de son vivant devant un tribunal», estime l'avocat d'Anticor. «Là, c'est une dérobade totale», a-t-il jugé. «Le fait que ça intervienne si tard décrédibilise la demande même».

FORUM INTERNATIONAL DE LA LÉGALITÉ CONTRE LE CRIME ORGANISÉ

Du 5 au 11 septembre 2011 dans la région des Pouilles en Italie

Le réseau Flare^(*) organise la seconde édition de OLE (Otranto Legality Experience) dans la région des Pouilles en Italie du 5 au 11 septembre 2011.

Au cours de cette «summer school» (université d'été) intitulée «Illegal Economy, Mafias and Financial Globalisation», les principaux thèmes abordés seront le crime organisé, la mondialisation ou encore la corruption et le blanchiment d'argent. La rencontre se divisera en deux parties : le

«summer camp» du 5 au 8 septembre, ouvert à 200 participants, et le forum du 9 au 11, ouvert à tous. Susan George, Pedro Paez, Alessandro Profumo, Jean de

Maillard et d'autres représentants des institutions européennes analyseront les liens entre le crime organisé transnational, la finance et la mondialisation.

(*) Le «Réseau Flare» est constitué d'organisations issues de la société civile dont le but est de lutter socialement contre le crime organisé transnational. Fondé en 2008, Flare est une ONG composée d'une quarantaine d'associations provenant de 27 pays du Bassin méditerranéen, de la Fédération de Russie, du Caucase et des Balkans.

Son siège est situé à Turin (Italie). Flare possède plusieurs bureaux décentralisés à Bruxelles (Belgique), Nis (Serbie), Kiev (Ukraine) et Paris (France-Espagne-Portugal).